



Parti Communiste Français

Campagne nationale des 1000 débats pour défendre la retraite

Commission nationale entreprises-lieux de travail

Commission économique



La retraite

Un enjeu
de
civilisation



La retraite à 60 ans au coeur de l'affrontement de classes.

- Santé, travail, vieillesse, famille ont toujours été au coeur des affrontements de classes, et des préoccupations des révolutionnaires.

De la révolution à la résistance



- Déjà, les « **Sans culottes** » ont inscrit dans les tables de la constitution de 1793 le fameux article 31 sans doute l'un des plus lumineux de toutes les constitutions françaises: le droit au travail et à la santé.
- « **Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler** ».



Le programme du CNR

- 150 ans plus tard le CNR reprend ces idées

Sur le plan social

« *Un plan complet de Sécurité Sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec la gestion par les intéressés et l'Etat....* ».

« *La sécurité de l'emploi , la réglementation des conditions d'embauchage et de licenciement, le rétablissement des délégués d'atelier* ».

« *Une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours* ».

Mars 1944 Extraits du programme du Conseil National de la Résistance.



La sécurité sociale

Une conception de la société



La Sécurité Sociale: un immense chantier

- C'est un immense chantier pour construire ce qu' Ambroise Croizat ministre communiste du travail à la libération appellera: « **Le système le plus humain, le plus juste, basé sur une vraie solidarité nationale et qui permet de garantir à tous une véritable protection sociale un projet d'une société basée et organisée autour du concept et de pratiques de solidarité, de protection de l'individu et de sa famille. Ce projet est tellement porteur d'humanité et d'espoir qu'il justifie d'être confrontée au terme de civilisation** ».

Enjeu de société, de civilisation

- Avec la Sécurité Sociale, il s'agit du « **développement de nouveaux droits sociaux fondamentaux** » qui prolongent et amplifient la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.
- Un principe fondamental: « **Tout être humain qui vit de son travail ou qui se trouve dans l'impossibilité de travailler, se voit garantir ainsi que les membres de sa famille des droits sociaux nouveaux** ».
- Ce principe est repris dans le préambule de la constitution de la IVème, puis de la Vème République.

Des droits sociaux nouveaux



- Ces droits nouveaux comprennent:
 - Les risques liés à la maladie.
 - La couverture des accidents de travail et des maladies professionnelles.
 - Des droits liés au risque vieillesse et au décès d'un membre apporteur de ressources.
 - Des droits sociaux liés à la maternité et aux charges de famille.



A chacun selon ses besoins

- Dans la Sécurité Sociale, le principe de solidarité veut que « *chacun cotise en fonction de ses moyens et de sa capacité productive et reçoive en fonction de ses besoins* ».




Une nouvelle dynamique

- La Sécurité Sociale va contribuer à un autre type de progression de la productivité du travail (développement des êtres humains), renouvellement de la force de travail et au redressement du pays.
- L'originalité de la Sécurité Sociale résidait aussi dans son type de gestion. C'est à dire par les salariés eux-mêmes.



L'exemption française

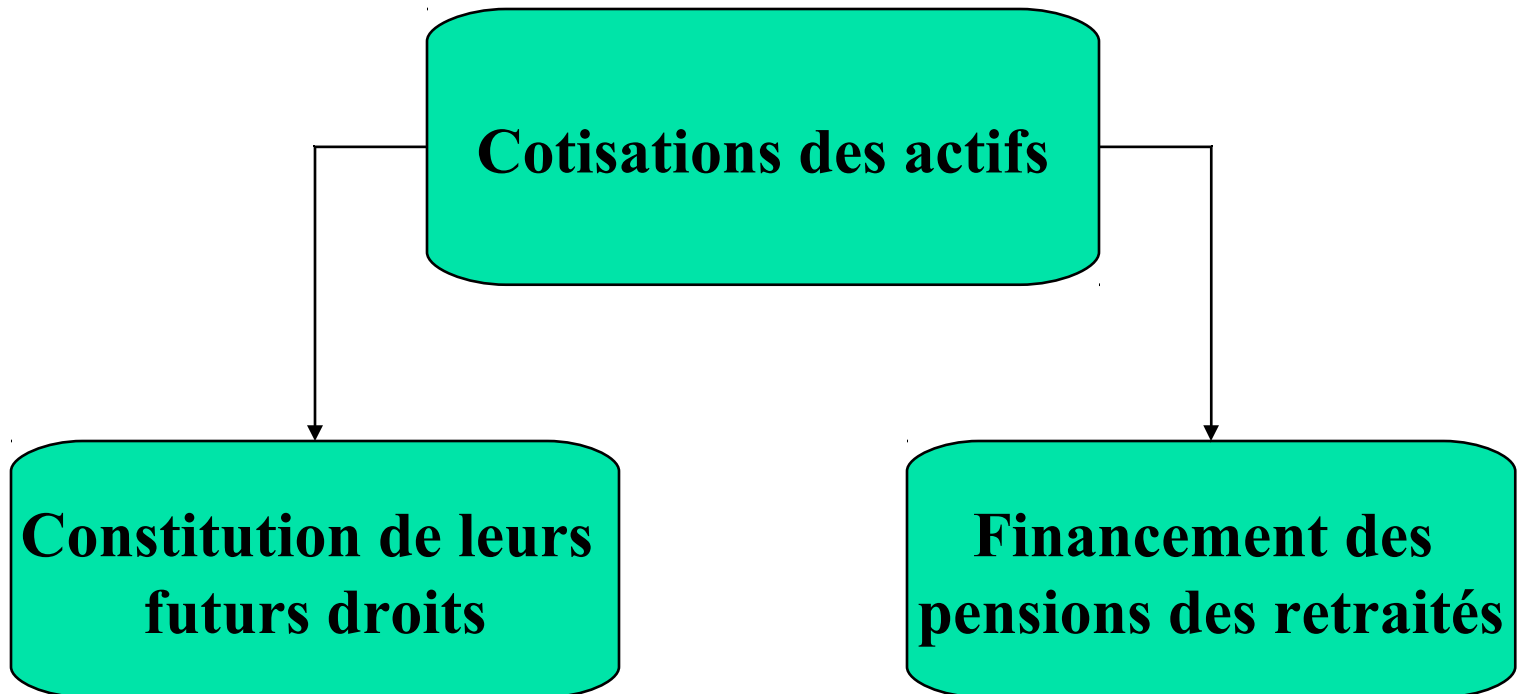
- Le système de protection sociale est constitué de droits sociaux et des moyens de les mettre en oeuvre.
- Droits sociaux: santé, retraite, protection contre le chômage...etc
- D'institutions: CPAM, CNAV, ACOSS, UNEDIC.
- De financement: les cotisations sociales prélevées sur la VA.
- Des pouvoirs d'intervention.



Le système de retraite
français repose sur le
principe de
la **REPARTITION**



LA REPARTITION



Un choix de type de société



- **C'est la sécurité** en matière de retraite avec:
- **La solidarité** entre les **générations**
- L'articulation entre la solidarité nationale et la solidarité inter professionnelle
- **La responsabilisation des entreprises**



La retraite c'est quoi?

- **La retraite n'est pas un salaire** (revenu marchand de la force de travail et reposant sur un lien de subordination).
- **C'est un revenu non marchand socialisé sécurisant la vie au-delà de la vie active.**
- **Il est financé de façon mutualisée à partir des richesses créées par les salariés dans les entreprises.**
- **C'est une partie de la VA qui ne va pas aux profits.**



Ce que veulent la droite....

- Depuis 1985, 14 rapports ou plans de réforme de la protection sociale.
- **Pour: affaiblir le système par répartition**
- En allongeant la durée de cotisation, en baissant les pensions, en supprimant les régimes spéciaux ...etc
- **Pour introduire la capitalisation**



...les patrons.....et....?

- Casser le lien qui lie entreprise et protection sociale.
- Déresponsabiliser les entreprises et renvoyer le financement à l'Etat et la fiscalité.
- Baisser les prélèvements sociaux, pour alimenter les prélèvements financiers (dividendes, intérêts...)



**Répondre à la crise systémique
aux défis démographiques,
économiques, sociaux et de
civilisation**



Réalités positives

- **Allongement de la durée de vie**

(Avec les progrès de la médecine, l'abaissement du temps de travail, l'âge de la retraite...etc).

- **Taux de fécondité qui se redresse (proche du renouvellement)**
- **Des études plus longues.**
- **Progrès de la productivité.**



Le défi démographique

Population par tranches d'âge	2005	2050
0-19 ans	15 millions (25%)	12 millions (20%)
20-59 ans	32 millions (54%)	33 millions (47%)
60 ans et plus	12 millions (20%)	22 millions (31%)



Crise systémique et politiques libérales

- Un chômage massif.
- Une précarité qui explose.
- Freinage des salaires.
- Une croissance réelle molle et une croissance financière relancée.
- Une masse salariale qui recule pour la première fois depuis 1945 (-1,3% en 2009)



Les prévisions du COR

Année 2000 11 millions de retraités $\text{ret/cot} = 0,44$

Année 2040 21 millions de retraités $\text{ret/cot} = 0,88$

Besoins de financement en % du PIB

Année 2010 13,4% (12,8%)

Année 2050 15% (+ 2% par rapport à 2010 soit 90 Mds)

Le PIB passera de 1900 à 3800 milliards d'euros.



A plus de retraités, plus de financement

- En 1959 les retraites représentaient = 5,4% du PIB.
- En 2010 = 12,50%.
- En 2050 entre 15 (si règles actuelles).
- Et 18% si abrogation des réformes Balladur Fillon



D'ou de nouveaux défis (1)

- Les besoins de financements liés:
à la démographie, à la dégradation des pensions, aux inégalités sociales accrues, à la prise en compte de la pénibilité, au départ à 60 ans à taux plein.
- La sécurisation de l'emploi et la formation.



D'ou de nouveaux défis (2)

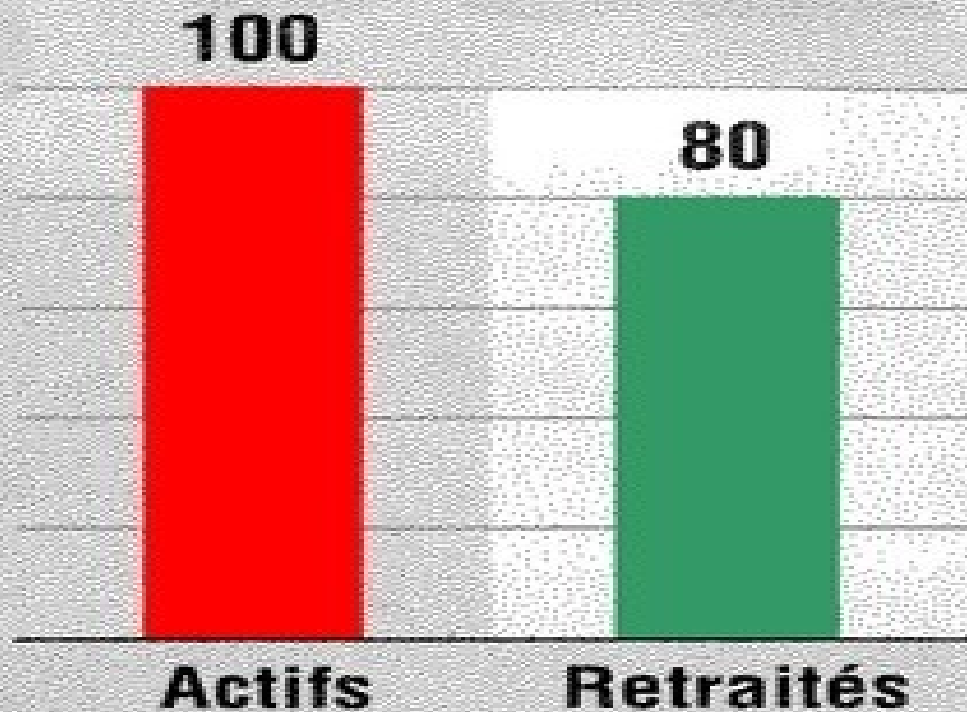
- Sécuriser les ressources de la retraite en sécurisant et en développant l'emploi en qualité avec la formation et en quantité.
- La jeunesse: allocation d'autonomie, cotisations qui ouvrent des droits, insertion...etc
- Une nouvelle vie à la retraite



Réformes passées (1)

- La loi Balladur de 1993 fait passer la durée de cotisation de 37,5 années à 40 ans.
- Désindexation de l'évolution des retraites sur les salaires.
- Passage des dix meilleures années à 25 ans.

● Retraités : le pouvoir d'achat amputé



C'est, en pourcentage, la perte de pouvoir d'achat d'un retraité par rapport aux actifs, au bout de 15 ans de retraite. Conséquence de l'indexation des pensions sur les prix, au lieu des salaires, décidée par la réforme Balladur de 1993.



Réformes passées (2)

- La loi Fillon de 2003 pose le principe d'un allongement de la durée de cotisation pour un taux plein en fonction de l'allongement de l'espérance de vie.
- Aligne à partir de 2008 les conditions du droit à la retraite dans la fonction publique sur celles en vigueur dans le secteur privé.
- Mise en place dans le public (RAFP) et dans le secteur privé (PERP, PERCO, PERE) de véritables fonds de pension.



Réformes envisagées ??

- Recul de l'âge du départ à la retraite.
- Allongement de la durée de cotisation.
- Amplification des décotes.
- Accroître la fiscalisation, élargissement de la CSG.
- Suppression d'avantages liés à la situation familiale.
- Elargissement de la capitalisation.



Répartition ou
capitalisation

Deux conceptions De la société



La répartition (1)

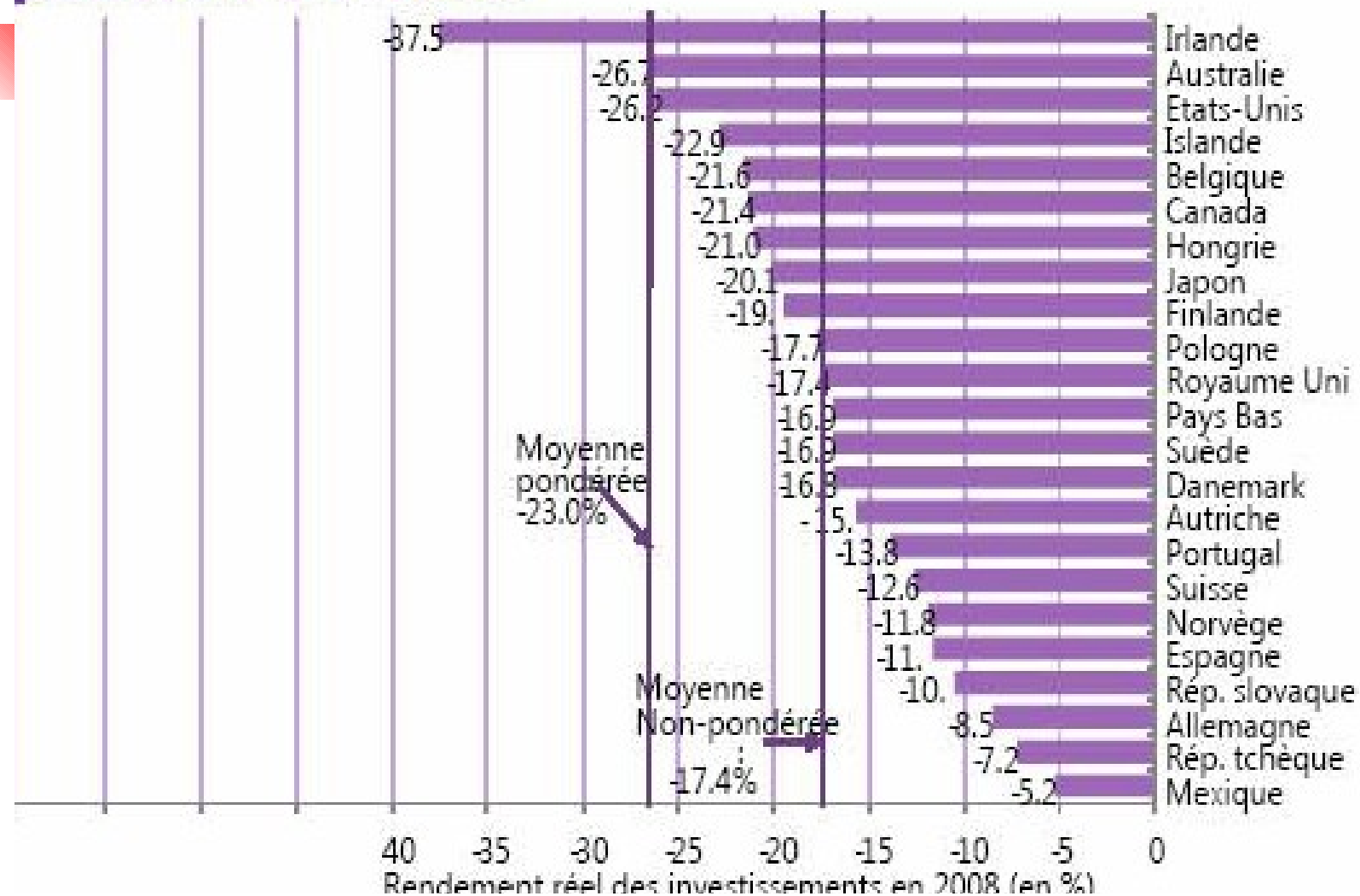
- C'est la **solidarité** entre les **générations**, entre les **professions**.
- Les sommes collectées reversées et dépensées par les retraités constituent une relance immédiate de la consommation et de la croissance réelle.
- Des éléments de communisme.



La capitalisation: danger

- C'est le chacun pour soi.
- C'est branché sur la croissance financière au lieu de soutenir la demande, la croissance réelle, l'emploi...
- Ce sont nos retraites soumises aux aléas des marchés financiers.
- Les fonds collectés pour la capitalisation sont autant de fonds qui manquent pour la répartition.
- La bourse et les retraites ne font pas bon ménage. Selon l'OCDE la crise a fait chuter les pensions de 23% (en 2008-2009) soit 5 400 milliards de dollars.

2 Rendements réels des fonds de pension en 2008





Quelles propositions?

- **Garantir et développer le régime par répartition.** C'est à dire un système basé sur les cotisations salariés et employeurs à partir des richesses créées.
- Abrogation des lois Balladur et Fillon de 1993 et 2003.


Financements nouveaux



(1)

- Faire cotiser les revenus financiers des entreprises = 23 milliards pour les retraites.
- Suppression des exonérations des cotisations sociales qui poussent aux bas salaires.
- Cotisation sur tous les éléments des revenus: = 3 milliards.
- Modulation de l'assiette des cotisations sociales en fonction de la part des salaires dans la VA.

Rémunération et Valeur Ajoutée



Filière	Part de la masse salariale dans la VA	Poids du secteur dans la VA totale des SNF
Agricole	69	1
Industrie	62	35
Construction	81	7
Commerce	63	18
Transport	70	8
Activités immobilières	31	4
Services aux entreprises	78	20
Services aux particuliers	72	7




Le crédit pour l'emploi (1)

- La répartition repose sur l'emploi et les salaires.
- Une politique du crédit qui favorise les investissements créateurs d'emplois.
- La création de FREF (Fonds Régionaux pour l'Emploi et la Formation.
- D'un FNEF.



Le crédit pour l'emploi (2)

- La création d'un pôle public bancaire.
- La mise en place d'un système de sécurité d'emploi et de formation.
- 100 000 chômeurs de moins = 1,5 milliards.
- L'augmentation de 1% sur la masse salariale = 2,5 milliards pour la Sécu.



La retraite

sécurisation de

toute la vie

pour une nouvelle

civilisation



Un droit social à garantir

- Garantir le droit au départ à 60 ans à taux plein (75% du salaire de référence) avec 37,5 années de cotisation.
- Départ à 55 ans pour les travaux pénibles.
- Validation des périodes de chômage et de précarité.
- Validation des années d'étude.



Revaloriser les retraites

- Garantie d'une retraite à 75% du salaire moyen des 10 meilleures années.
- 6 derniers mois pour le public.
- **Indexation des retraites sur l'évolution des salaires bruts.**
- Suppression des décotes.

La retraite: une nouvelle vie



- La famille
- Les loisirs
- La vie de la cité, syndicale, politique, associative...etc



D'autres besoins

- Création d'un service public d'aide à la personne.
- Le problème des hébergements.
- S'attaquer aux inégalités H/F.
- Ouvriers/cadres



Et maintenant ?

- Au débat: dans les entreprises, sur les lieux de travail, dans les quartiers.
- Nous avons besoin d'un très grand débat national.
- Nous avons besoin de mobilisations, d'actions, d'être dans la rue par millions



Et maintenant ?

- On signe la pétition.
- On coélabore la proposition de loi.
- On prépare l'immense rassemblement de la fête de l'Humanité.
- Et comme pour le CPE on fait plier le gouvernement